



## Signature du R.C.E.P : Quel avenir pour une Indonésie non-alignée ?



© The Jakarta Post, 16  
novembre 2022

Maxime Tenderso

Werra

Octobre 2023



Etudiant à l'IEP de Toulouse, **Maxime Tendero** s'intéresse particulièrement aux questions liées à l'Asie Pacifique. Il souhaiterait travailler dans la diplomatie ou l'intelligence économique.

Les propos exprimés par l'auteur n'engagent que sa responsabilité

© Tous droits réservés, Paris, Werra, Octobre 2023



# INTRODUCTION

---

Le 2 septembre 1948, en pleine Révolution nationale indonésienne<sup>1</sup>, Mohammad Hatta formule le discours intitulé « *Mendajung Antara dua karang* » (« Naviguer entre deux récifs »). Celui qui est l'un des pères de l'indépendance indonésienne - dont le processus est à la fois soutenu par les Etats-Unis et l'Union Soviétique - affirme la volonté de non-alignement et d'une politique étrangère indépendante :

*« Le gouvernement est d'avis que la position que nous devons adopter est que nous ne devons pas devenir des objets dans les batailles politiques internationales, mais que nous devons rester des sujets ayant le droit de déterminer notre propre attitude, ayant le droit de lutter pour nos propres objectifs, à savoir une Indonésie totalement indépendante. »<sup>2</sup>.*

Quelques années plus tard, la conférence de Bandung (1955) surgit comme une manifestation de cette logique « Ni Ouest, ni Est » de Jakarta. Après un rapprochement avec plusieurs puissances communistes asiatiques (Sud-Vietnam, Corée du Nord et surtout Chine maoïste), une première rupture a lieu avec la doctrine Suharto. Durant la période de « l'Ordre Nouveau », celui-ci cultive alors un « profil bas » tout en opérant un rapprochement avec le Bloc de l'Ouest, notamment en ce qui concerne les investissements étrangers dans le pays<sup>3</sup>. A partir des années 80, Suharto se rapproche du Vietnam et se lance dans une politique étrangère plus active<sup>4</sup>. Cependant, consécutivement à la chute de « Pak Harto<sup>5</sup> », relative à de multiples scandales de corruption et à la crise financière asiatique, la notion de non-alignement est réactualisée dans la recherche d'une définition d'une doctrine étrangère. Elle tente de se conceptualiser sur le plan politique, mais aussi sur le plan économique.

La perspective en 2023 d'un monde articulé entre deux superpuissances antagonistes, dont la logique bipolaire facilite la qualification de nouvelle « guerre froide », contraint les pays

---

<sup>1</sup> Nom donné à la guerre d'indépendance indonésienne

<sup>2</sup> Traduction personnelle. Texte d'origine : « *Pemerintah berpendapat bahwa pendirian yang harus kita ambil ialah supaya kita jangan menjadi objek dalam pertarungan politik internasional, melainkan kita harus tetap menjadi subjek yang berhak menentukan sikap kita sendiri, berhak memperjuangkan tujuan kita sendiri, yaitu Indonesia Merdeka seluruhnya* ». URL : <https://serbasejarah.files.wordpress.com/2012/05/mendajung-antara-dua-karang.pdf>

<sup>3</sup> Alles, Delphine. « Indonésie : le non-alignement à l'épreuve de la concurrence sino-américaine ». *Politique étrangère*, vol. Hiver, n° 4, 2013, p. 175-85.

<sup>4</sup> Dhont, Frank. « Indonesia during the Cold War: A strengthening nation and a declining regional power ». *NAQD*, vol. 41-42, n° 1, avril 2023, p. 232-53.

<sup>5</sup> Surnom donné à Suharto.



d'Asie de l'Est à se positionner par rapport aux « deux grands » chinois et américain. Une volonté de non-alignement peut apparaître comme un possible levier de négociation, notamment pour ce qui est des BRICS<sup>6</sup>. Dans le cas indien, la notion de multialignement émerge pour expliquer une doctrine cherchant à tisser des liens simultanément avec des pays parfois aux intérêts opposés. Pour ce qui est de l'Indonésie, une citation de l'ancien président Susilo Bambang Yudhoyono pourrait résonner avec la doctrine indienne : « un million d'amis, zéro ennemi »<sup>7</sup>.

Cette phrase, prononcée en 2009, fut exprimée dans un environnement certes moins hostile, mais où la Chine venait de devenir la première économie asiatique. Selon une thèse reprise par deux chercheurs de l'université indonésienne d'Airlangga, elle consacrerait une dimension coopérative « d'équilibre dynamique » dans le cadre d'une architecture régionale. L'Indonésie chercherait par conséquent et avant tout à impliquer tous les acteurs concernés en Asie de l'Est<sup>8</sup>. C'est dans la continuité de cette logique que semble se situer la signature du R.C.E.P. le 15 novembre 2020 (ou en français, le « partenariat économique régional global »).

Mais c'est également d'Indonésie que sont venues parmi les principales voix réticentes à la signature du plus grand accord de libre-échange au monde, entre autres par rapport à l'impact sur les petits commerces ou la maturité des industries indonésiennes<sup>9</sup>. Depuis fin août 2022, le pays est devenu le treizième pays (sur quinze !) signataire du R.C.E.P. Il ne reste à ce jour que le Myanmar, dont la participation reste un point d'interrogation à la suite du coup d'état de février 2021, les Philippines ayant ratifié le traité au printemps 2023<sup>10</sup>. L'élimination des restrictions au commerce est évidemment à l'honneur dans le texte, puisque le traité devrait éliminer environ 92% des barrières douanières entre les quinze pays participants. Plus surprenant, les dix pays de l'ASEAN ont pris part aux négociations avec l'Australie, la Nouvelle-Zélande, la Corée du Sud, le Japon ; mais aussi la Chine. Si le traité peut témoigner

---

<sup>6</sup> Malik, Matheo. « Le non-alignement : nouveau levier de négociation des BRICS ». *Le Grand Continent*, 20 septembre 2022, <https://legrandcontinent.eu/fr/2022/09/20/le-non-alignement-nouveau-levier-de-negociation-des-brics/>

<sup>7</sup> Piccone, Ted, et Bimo Yusman. « Indonesian Foreign Policy: 'A Million Friends and Zero Enemies' ». *The Diplomat*, 14 février 2014, <https://thediplomat.com/2014/02/indonesian-foreign-policy-a-million-friends-and-zero-enemies/>

<sup>8</sup> Krisna, Arsinta Rahadianty, et Annisa Pratamasari. « National Attributes Analysis of Indonesia Thousand Friend Zero Enemies Policy »: *Proceedings of Airlangga Conference on International Relations*, SCITEPRESS - Science and Technology Publications, 2018, p. 441-47.

<sup>9</sup> « 'Protectionist' Concerns Stall Indonesia RCEP Ratification Plan ». *Asia News Network*, 10 janvier 2022, <https://phnompenhpost.com/business/protectionist-concerns-stall-indonesia-rcep-ratification-plan>.

<sup>10</sup> Nulimaimaiti, Mia, et Andrew Mullen. « Why Haven't Philippines, Myanmar Signed off on the World's Biggest Trade Deal? » *South China Morning Post*, 4 septembre 2022, <https://www.scmp.com/economy/global-economy/article/3191127/why-havent-philippines-myanmar-followed-indonesia-and>.



d'un jeu plus complexe des puissances étroitement liées aux Etats-Unis d'un point de vue militaire, il vient complexifier la position du quatrième pays le plus peuplé au monde dans le contexte de l'affrontement sino-américain.

Cet article vise avant tout à éclairer la position indonésienne dans le contexte de la confrontation sino-américaine. Il cherche ainsi à la replacer dans son contexte historique et économique à moyen et long terme, quitte à renouer en partie avec celle qui était la sienne durant les années Sukarno. Un autre enjeu, plus marginal, est celui de mettre en lumière des pistes de recherche sur la politique qu'elle vise à adopter.



## Les outils du multialignement indonésien : entre libre-échange et atouts économiques à double tranchant

---

### *La promotion du libre-échange en Asie Pacifique à travers l'ASEAN et le R.C.E.P*

La politique économique indonésienne s'est longtemps placée sous la bénédiction de Washington. La signature de l'ASA<sup>11</sup> (1961) puis la déclaration de Bangkok en 1967 à laquelle se joint l'Indonésie se fondent sur des bases explicitement anti-communistes, qui permettent d'apaiser les tensions latentes entre les pays signataires. La guerre du Vietnam et la menace maoïste au nord restent des raisons évidentes d'inquiétude pour les pays signataires de l'ASEAN dans la capitale thaïlandaise, mais les causes internes furent aussi largement explicatives de l'accord. Outre la très violente répression indonésienne de 1965-1966, la Malaisie, Singapour, les Philippines et la Thaïlande avaient également opté pour des stratégies de répression interne des mouvements communistes. Par la suite, les années 80 et 90 marquent l'expansion de l'accord sud-asiatique, d'abord au sultanat de Brunei, puis aux pays de l'ancienne Indochine (Vietnam, Cambodge, Laos - tous les trois dirigés par des partis d'origine communiste !) ainsi qu'au Myanmar post-Ne Win. Depuis 2002, la Chine est devenue un partenaire associé de la zone, alors que la stratégie américaine du pivot asiatique n'intervient que sous l'administration Obama et que le P.I.B. chinois n'excédait pas encore celui de son rival japonais<sup>12</sup>.

L'application récente du R.C.E.P vient agir comme une accélération de la dynamique libre-échangiste initiée par l'ASEAN au XX<sup>ème</sup> siècle. Elle vient également et au moins interroger l'avenir de ce cadre. L'accord de libre-échange signé en 2021 reprend les partenaires de l'ASEAN +3 (Chine, Corée du Sud, Japon), tout comme l'Australie et la Nouvelle-Zélande, soit deux alliés loyaux de Washington dans le domaine du renseignement à travers les Five Eyes. Les hésitations de Jakarta pourraient également s'expliquer sur le plan du rapport de force, dans la mesure où le R.C.E.P. signifierait pour l'archipel l'affaiblissement de sa place de pivot dans l'échiquier régional, symbolisée par l'emplacement dans la capitale indonésienne du secrétariat général de l'ASEAN. De plus, en tant que passage obligé de sa politique commerciale et instrument de sa puissance économique, l'Indonésie se refusait jusque-là à une

---

<sup>11</sup> Association d'Asie du Sud-Est, ancien nom de l'ASEAN.

<sup>12</sup> Chiffres Banque Mondiale. URL : <https://datatopics.worldbank.org/world-development-indicators/>



ASEAN plus intégrée<sup>13</sup>, d'autant plus que la logique de libre-échange a désormais été étendue à de puissants concurrents régionaux. Le risque est désormais pour Jakarta de voir les contradictions entre ses ambitions et la réalité du terrain se creuser à la fois dans le cadre de l'ancien et du nouvel accord.

### ***Une volonté d'équilibre des puissances au sein de l'ASEAN ?***

Durant la période 2022-2023, les efforts de coordination au sein de l'ASEAN ont été réaffirmés à plusieurs reprises par ses États-membres, que ce soit récemment via le Vietnam à travers son chef de mission à l'O.N.U. Dang Hoàng Giang<sup>14</sup> ou dans le communiqué relatif à la présidence indonésienne de l'organisation en 2023<sup>15</sup>. La thèse d'une volonté par les États-membres de maintenir un rôle spécifique à l'organisation est-asiatique reste l'affirmation la plus logique en 2023 sur son avenir. L'affirmation d'une centralité propre à l'ASEAN en Asie du Sud-Est est même une caractéristique des actions communes entre membres de l'organisation. C'est un concept que met en lumière Termsak Chalermpanupap<sup>16</sup>, chercheur thaïlandais à l'Institut ISEAS-Yusof Ishak. Preuve d'une ambition concrète, les membres de l'ASEAN avaient ainsi entériné la création de la communauté de l'ASEAN en 2015 ; face aux projets australien de communauté Asie-Pacifique (A.P.C.) ou trilatéral entre la Chine, le Japon et la Corée du Sud. La situation tourne à l'avantage de l'organisation est-asiatique dès le début des années 2010 : Canberra ne dispose pas de la crédibilité nécessaire pour réunir tous les acteurs de la zone, quand le secrétariat trilatéral de coopération (T.C.S.) lancé par Beijing, Séoul et Tokyo n'empêche pas le dernier de lancer le projet d'EAFTA<sup>17</sup>, une zone de libre-échange en Asie pacifique.

Selon Termsak Chalermpanupap, l'ASEAN possède tous les atouts d'un centre (puissance politique, sécuritaire, diplomatique, économique, socio-culturel fonctionnel). Elle peut ainsi décider, à travers le consensus de ses États-membres, des participants au sommet de l'Asie orientale (E.A.S.) ; quand ses États-membres participent aux principales organisations

---

<sup>13</sup> Wiradikarta, Anda Djoehana. « L'ASEAN, une priorité pour l'Indonésie ? » *Asialyst*, 17 juin 2016, <https://asialyst.com/fr/2016/06/17/l-asean-une-priorite-pour-lindonesie/>.

<sup>14</sup> « Le Vietnam appelle l'ASEAN à renforcer la coordination à l'ONU ». *Le Courrier du Vietnam*, 2 décembre 2022, <https://lecourrier.vn/le-vietnam-appelle-lasean-a-renforcer-la-coordination-a-lonu/1119974.html>.

<sup>15</sup> « President Jokowi Issues Decree on Indonesia ASEAN Chairmanship's National Committee ». *Cabinet Secretariat of the Republic of Indonesia*, 2 avril 2023, <https://setkab.go.id/en/president-jokowi-issues-decree-on-indonesia-asean-chairmanships-national-committee/>.

<sup>16</sup> Chalermpanupap, Termsak. « La "centralité" de l'ASEAN : concept et mise en œuvre ». *Politique étrangère*, traduit par Cécile Tarpinian, vol. Été, n° 2, 2017, p. 53-66.

<sup>17</sup> Zone de libre-échange est-asiatique.



(O.N.U., O.M.C., G20, G77) et dialogues (ASEM, A.C.D.<sup>18</sup>) internationaux. Le manque de coordination, le manque de moyens pour l'organisation ou l'absence d'intérêt des populations restent cependant des freins majeurs à un « *community-building* » au sein de l'organisation<sup>19</sup> bien qu'une sortie d'un Etat-membre de l'ASEAN reste à ce jour très peu probable<sup>20</sup>.

La question des droits de l'homme demeure à ce jour un point majeur de dissension au sein de l'ASEAN. Dans le cadre de la question birmane, l'organisation est-asiatique a rapidement adopté un plan en cinq points appelant à la fin des violences et au dialogue entre les deux partis. Le non-respect du plan par Naypyidaw a ainsi cristallisé les divergences d'approche entre membres de l'ASEAN, fondée sur des principes de consensus et de non-ingérence. La réunion de l'organisation le 11 juillet dernier portant sur la question birmane fut ainsi une question d'autant plus épineuse qu'elle touchait à un membre (dont la présidence prévue en 2026 a été annulée), et tant les positions de chaque membre pouvaient diverger sur les méthodes de résolution de la crise politique. L'adhésion du Myanmar en 1997 avait déjà suscité des réserves de la part des Etats-membres déjà présents, mais la crainte de voir le pays entrer dans l'orbite chinoise avait précipité son entrée<sup>21</sup>. En juin 2021, la résolution de l'O.N.U. condamnant les violences à la suite du coup d'état fut acceptée par 6 membres (Singapour, Vietnam, Philippines, Indonésie, Malaisie ... et la délégation du Myanmar, restée fidèle au N.L.D.<sup>22</sup> alors renversé). 4 membres s'abstinrent (Brunei, Cambodge, Laos, Thaïlande). D'un point de vue interne à l'ASEAN, Bangkok a même tenu 3 réunions informelles avec le Myanmar, interrogeant d'autant plus sur la possibilité d'une unité sur la question birmane<sup>23</sup>.

De la même manière, la signature du R.C.E.P. n'annule pas les conflits territoriaux régionaux. Pour Jakarta, les volontés séparatistes datées de la Papouasie occidentale s'ajoutent avec les revendications de Beijing en Mer de Chine du Sud, au sujet des îles Natuna. Le principal enjeu y reste celui du champ gazier de l'archipel, pour lequel la compagnie britannique Harbour Energy a signé un plan prévoyant l'exploitation de ce gisement. Les revendications

---

<sup>18</sup> Respectivement Dialogue Europe-Asie et Dialogue pour la coopération asiatique

<sup>19</sup> Chalermpananupap, Termsak. « La "centralité" de l'ASEAN : concept et mise en œuvre », *op. cit.*

<sup>20</sup> Chalermpananupap, Termsak. « No Brexit Repeat in ASEAN – The Diplomat ». *The Diplomat*, 28 juin 2016, <https://thediplomat.com/2016/06/no-brexit-repeat-in-asean/>.

<sup>21</sup> Cribb, Robert. « Burma's Entry into Asean: Background and Implications ». *Asian Perspective*, vol. 22, n° 3, 1998, p. 49-62.

<sup>22</sup> (Ici) Ligue Nationale pour la Démocratie, parti politique birman co-fondé par Aung San Suu Kiy et dont le gouvernement fut renversé en 2021.

<sup>23</sup> Tucker, Sydney. *Myanmar Reveals ASEAN's Weak Spot Again*. 25 juillet 2023, <https://www.stimson.org/2023/myanmar-reveals-aseans-weak-spot-again/>.



chinoises concernent de manière plus large Taïwan, la Malaisie, Brunei, les Philippines, le Vietnam ; où seul Taipei n'est pas signataire du R.C.E.P.

### ***La dépendance économique comme frein au multialignement ?***

Comme président de l'Indonésie (1945-1965), Sukarno fut avant tout préoccupé par de fortes tensions internes (guerres larvées avec le P.K.I.<sup>24</sup> et l'armée) et externes (guerre d'indépendance, annexion de la Papouasie occidentale et *Konfrontasi*<sup>25</sup>). Il délaissa quelque peu la dimension économique de la puissance indonésienne. C'est durant l'Ordre Nouveau (1966-1997) que le « miracle indonésien » voit le jour, tout d'abord en contenant l'hyperinflation (jusqu'à plus de 1000% en 1966 !<sup>26</sup>), puis que de bons résultats économiques permettent à Suharto d'acheter la paix sociale. Outre une politique de bonne volonté envers le Bloc de l'Ouest (l'Indonésie réintègre ainsi le F.M.I. et la Banque Mondiale à la fin des années 60), le pays est aussi un grand producteur de pétrole. C'est en tant que douzième producteur mondial en 1980<sup>27</sup> et membre de l'O.P.E.P. qu'il va profiter des deux chocs pétroliers consécutifs, qui vont contribuer à son rythme de croissance, de 5% annuel au moins jusqu'en 1982<sup>28</sup>. Outre les ressources pétrolières, des premières lois sur l'investissement en 1967 et 1968 viennent aussi contribuer à un cadre plus favorable aux capitaux étrangers. La tendance s'accélère dans les années 80 et la dérégulation économique est encouragée par les institutions de Bretton Woods et les économistes proches du pouvoir<sup>29</sup>. Cependant, après une période de décantation économique, la crise financière asiatique marque un arrêt brutal du « miracle », tout en dévoilant une corruption systémique sous Suharto<sup>30</sup>. Du développement économique émerge également la question des pollutions environnementales, auxquelles les forums « environnementaux » de l'ASEAN ou les réglementations communes au sein de l'ASEAN n'ont que très partiellement répondu<sup>31</sup>.

---

<sup>24</sup> (Ici) Parti Communiste Indonésien

<sup>25</sup> La *Konfrontasi* désigne le conflit limité entre l'Indonésie et la fédération de Malaisie sur le statut de la partie Nord de l'île de Bornéo. Elle dura de 1963 à 1966.

<sup>26</sup> Statistiques Banque Mondiale. <https://data.worldbank.org/indicator/FP.CPI.TOTL.ZG?locations=ID>

<sup>27</sup> Statistiques O.C.D.E. <https://data.oecd.org/energy/crude-oil-production.htm>

<sup>28</sup> « New Order Miracle of Suharto's Indonesia ». *Indonesia Investments*, <https://www.indonesia-investments.com/culture/economy/new-order-miracle/item247>.

<sup>29</sup> Paundralinga, Angsoka Yorintha. « Review of Indonesia Betrayed: How Development Fails ». *ASEAN Economic Bulletin*, vol. 26, n° 3, 2009, p. 329-31.

<sup>30</sup> McLeod, Ross H. « Soeharto's Indonesia: A Better Class of Corruption ». *Agenda: A Journal of Policy Analysis and Reform*, vol. 7, n° 2, 2000, p. 99-112.

<sup>31</sup> Cullerre, Anne. « ASEAN-Chine et le nouvel enjeu de la sécurité environnementale ». *Revue Défense Nationale*, vol. 812, n° 7, 2018, p. 95-99.



De plus, si les capitaux étrangers ont joué une place centrale dans l'histoire de l'Indonésie, leur accueil ne fut pas systématiquement positif. En janvier 1974, c'est la visite du premier ministre japonais Kakuei Tanaka qui déclenche la fureur des manifestants - principalement étudiants, alors opposés à l'arrivée rapide de nouveaux investissements japonais dans l'archipel. Accusés d'être un symbole de l'impérialisme étranger, on décompte après les manifestations 11 morts, 300 blessés, ainsi que 807 véhicules japonais détruits<sup>32</sup>. En 1997, une nouvelle polémique éclate quand une fuite brutale des capitaux étrangers en Thaïlande déstabilise l'ensemble des pays de l'Asie de l'Est, déclenchant la crise financière asiatique. Ce n'est qu'après cette crise que l'Indonésie souhaitera réglementer ses marchés des capitaux : elle adoptera par exemple une réglementation qui oblige à partir d'une certaine somme la notification aux autorités compétentes l'entrée ou la sortie de capitaux du pays<sup>33</sup>. Les différents accords relatifs à l'Initiative de Chiang Mai (du nom de la ville thaïlandaise relative à l'accord), répondent également d'un point de vue régional à cette problématique d'absence de liquidités, au cas où un scénario semblable se reproduisait.

Dans le contexte de la guerre froide, ce fut la dépendance aux investisseurs japonais (et plus largement occidentaux) qui avait symbolisé les entorses au non-alignement hérité de Bandung. Ce sont aujourd'hui les investissements sous l'autorité de Pékin qui sont accusés d'être un vecteur de dépendance extérieure et de corruption. La deuxième cause est particulièrement pointée par Laode Muhammad Syarif, vice-président de la commission pour l'éradication de la corruption (K.P.K.)<sup>34</sup>. La corruption reste encore aujourd'hui un défi majeur auquel est confronté l'archipel : l'Indonésie était ainsi le 110ème pays sur 180 dans le classement de 2022 de Transparency International<sup>35</sup>. La dépendance à l'entrée de capitaux chinois pourrait alors agir comme un obstacle à une politique non-alignée. A cela s'ajoutent les inégalités régionales du fait du rapport centre-périphérie propre à l'Indonésie - qui compte environ 12 000 îles habitées sur 17 000 – et des coûts de connectivité toujours élevés, malgré

---

<sup>32</sup> Abdulsalam, Husein. « Malari 1974: Protes Mahasiswa yang Ditunggangi Para Jenderal ». *Tirto*, 15 janvier 2018, <https://tirto.id/malari-1974-protos-mahasiswa-yang-ditunggangi-para-jenderal-cDe9>.

<sup>33</sup> Tititheruw, Ira S., et Raymond Atje. *Managing Capital Flows: The Case of Indonesia*. Asian Development Bank, n° 94, mars 2008.

<sup>34</sup> Mourdoukoutas, Panos. « Indonesia Warns About Bad Side Of Chinese Investments—And Isn't Alone ». *Forbes*, 13 décembre 2019, <https://www.forbes.com/sites/panosmourdoukoutas/2019/12/13/indonesia-warns-about-bad-side-of-chinese-investments-and-isnt-alone/>.

<sup>35</sup> « Indice de Perception de la Corruption 2022 : Face à une corruption qui génère plus de violences et de désordres dans le monde, la France ne peut pas se contenter d'une 21ème place ». *Transparency International France*, <https://transparency-france.org/actu/ipc-2022-face-a-une-corruption-qui-genere-plus-de-violences-et-de-desordres-dans-le-monde-la-france-ne-peut-pas-se-contenter-dune-22eme-place/>



la réforme sur la décentralisation de 2001<sup>36</sup>. La réduction de la pauvreté en Indonésie légitime cependant le modèle de développement adopté depuis Suharto, et ce malgré des inégalités importantes, puisque l'indice de Gini est par exemple passé de 29.9 à 39.5 de 1999 et 2013<sup>37</sup>.

Depuis lors, la plupart des indices économiques sont au vert, celle-ci ayant rétabli sa balance des paiements, qui est désormais excédentaire depuis 2020<sup>38</sup>. Elle reste aussi sur une croissance forte depuis la crise asiatique<sup>39</sup>. L'archipel fut d'ailleurs plus résilient que ses voisins durant les crises de 2008 et en 2020<sup>40</sup>. La question du climat des affaires – qui s'est vraisemblablement amélioré depuis 2014<sup>41</sup> – prend par ailleurs d'autant plus de sens que les débouchés des exportations depuis l'Indonésie sont facilités depuis la signature du R.C.E.P. ! De plus, la construction de zones économiques spéciales (Z.E.S.) par Joko Widodo en 2014 confirme entre autres cette volonté de s'ouvrir encore aujourd'hui davantage aux investissements étrangers. On compte aujourd'hui 12 Z.E.S. opérationnelles auxquelles s'ajoutent 7 zones en projet, avec la volonté d'attirer 50 milliards de dollars d'investissement pour la prochaine décennie<sup>42</sup>. Là encore, le risque d'un afflux trop important de capitaux chinois peut voir le jour, bien que le secteur financier ait connu une certaine régulation depuis 1998.

### ***La question des détroits reste au cœur de l'axiome Indopacifique***

L'un des atouts majeurs de l'archipel depuis son indépendance reste son rôle de frontière entre les océans Indien et Pacifique. Le passage le plus emprunté, le détroit de Malacca, est partagé avec Singapour, la Thaïlande et la Malaisie, tous membres de l'ASEAN. Il représente dès le XIII<sup>e</sup> siècle une route prisée par les marchands musulmans, qui en font un lieu à la fois central de leur commerce, ainsi que de diffusion de l'Islam sur l'archipel. Les Portugais, les Britanniques puis les Hollandais via la compagnie néerlandaise des Indes orientales vont ensuite convoiter le détroit, ces derniers souhaitant le contrôler pour sécuriser leur liaison avec

---

<sup>36</sup> Dali, Slim. « Indonésie : des réformes pour répondre aux enjeux de développement ». *Indonésie : des réformes pour répondre aux enjeux de développement*, Éditions AFD, 2017, p. 1-40.

<sup>37</sup> *Ibid*

<sup>38</sup> Chiffres Banque Mondiale. <https://data.worldbank.org/indicator/>

<sup>39</sup> *Ibid*.

<sup>40</sup> Lire par exemple : Thee, Kian Wie. *The Indonesian Economy After the Global Financial Crisis*. Indonesian Institute of Sciences (LIPI).

<sup>41</sup> « Indice de Perception de la Corruption 2022 : Face à une corruption qui génère plus de violences et de désordres dans le monde, la France ne peut pas se contenter d'une 21<sup>e</sup> place », *op. cit*.

<sup>42</sup> Medina, Ayman Falak. « An Introduction to Special Economic Zones in Indonesia ». *ASEAN Briefing*, 12 janvier 2023, <https://www.aseanbriefing.com/news/an-introduction-to-special-economic-zones-in-indonesia/>.



Canton, Formose et le reste de ce qui n'est pas encore l'archipel indonésien<sup>43</sup>. Les deux traités de Londres (1814 et 1824) confirment le partage du monde malais en deux, entre les Indes néerlandaises et la Malaisie britannique. Le port de Singapour devient alors le fer de lance de la politique impériale britannique de libre-échange, ainsi que des activités de la Compagnie britannique des Indes orientales<sup>44</sup>. Au XX<sup>ème</sup> siècle, l'expansion rapide des dragons asiatiques et des pays d'Asie de l'Est ainsi que la diminution progressive des coûts du transport à l'échelle mondiale en font un corridor clé de la dernière mondialisation. La part des ports de l'ASEAN dans le trafic mondial de conteneurs passe même de 4,8% en 1980 à 13,5% en 2008<sup>45</sup>.

Par ses routes et ses détroits, l'Indonésie se retrouve ainsi au cœur de la problématique indopacifique. Le détroit de Malacca, par qui passe 50% du fret maritime mondial, représente un point névralgique en ce qui concerne les approvisionnements pétroliers asiatiques depuis le Moyen-Orient. La logique grotusienne d'un « *Free and Open Indo-Pacific* » portée par les membres du dialogue du Quad (Etats-Unis, Inde, Japon, Australie) est par conséquent parfaitement concordante avec la problématique des détroits concernant Jakarta, quand l'invitation de l'archipel dans l'organisation ne se pose pas directement<sup>46</sup>. D'autre part, l'expansionnisme chinois dans la région et la problématique historique de la piraterie sont à même de bouleverser la stabilité de la région, sinon de susciter une volonté de diversification des flux commerciaux par d'autres voies, notamment les voies terrestres portées par Beijing à travers les projets des nouvelles routes de la soie<sup>47</sup>. Dans une autre logique, on peut également évoquer les risques de saturation qui pèsent déjà depuis le début du XXI<sup>ème</sup> siècle sur le détroit, chose qui là encore incite à chercher des stratégies de détournement<sup>48</sup>. Le détroit de Lombok, qui représente moins de trois fois et demie le trafic du détroit de Malacca<sup>49</sup>, ainsi que le détroit de Makassar furent ainsi présentés par l'ancien ministre de Coordination des Affaires maritimes

---

<sup>43</sup> Emmery, Pierre. « Questions sécuritaires dans le détroit de Malacca ». *Revue Défense Nationale*, vol. 793, n° 8, 2016, p. 76-82.

<sup>44</sup> Vann, Michael G. « When the World Came to Southeast Asia: Malacca and the Global Economy ». *Association for Asian Studies*, Automne 2014, <https://www.asianstudies.org/publications/aaa/archives/when-the-world-came-to-southeast-asia-malacca-and-the-global-economy/>.

<sup>45</sup> Fau, Nathalie. « Les enjeux économiques et géostratégiques du détroit de Malacca ». *Géoéconomie*, vol. 67, n° 4, 2013, p. 123-40.

<sup>46</sup> Kilic, Ridvan. « Inviting Indonesia to Become the Quad's Inaugural Strategic Dialogue Partner ». *South Asian Voices*, 30 janvier 2023, <https://southasianvoices.org/inviting-indonesia-to-become-the-quads-inaugural-strategic-dialogue-partner/>.

<sup>47</sup> Medina, Ayman Falak. « An Introduction to Special Economic Zones in Indonesia », *op. cit.*

<sup>48</sup> Mouly, Bruno. « Le détroit de Malacca proche de la saturation | Les Echos ». *Les Echos*, 25 janvier 2011, <https://www.lesechos.fr/2011/01/le-detroit-de-malacca-proche-de-la-saturation-386189>.

<sup>49</sup> Gomart, Thomas. *Guerres invisibles. Nos prochains défis géopolitiques*. Tallandier, Paris, 21 janvier 2021, 320 pages.



Rizal Ramli comme des alternatives face à la future saturation de la route maritime du côté de Malacca<sup>50</sup>.

## « Naviguer entre deux récifs » : équidistance Etats-Unis – Chine ou convergence au cas par cas ?

---

Lorsque Joko Widodo effectue successivement deux voyages diplomatiques à Kiev et à Moscou à l'été 2022, c'est en tant que pays non-aligné que le dirigeant du Parti Démocratique Indonésien de lutte (P.D.I.P.) souhaite placer son pays dans le conflit. Il reste cependant à définir sa place dans l'escalade diplomatique et commerciale entre la Chine et les Etats-Unis. Là encore, Jakarta tente de trouver un point d'équilibre, afin de ne pas subir directement un nouvel affrontement commercial ou politique entre les deux puissances. La question d'une opportunité ouverte par la guerre commerciale entre la Chine et les Etats-Unis fut même soulignée par Airlangga Hartarto, le ministre coordinateur des affaires économiques du gouvernement P.D.I.P.<sup>51</sup> !

### *Une politique commerciale et étrangère multipolaire accélérée depuis une décennie*

La politique commerciale indonésienne s'est depuis une décennie caractérisée par la signature d'accords bilatéraux avec des partenaires des cinq continents. L'Indonésie fut ainsi plusieurs fois réaffirmée au minimum comme un partenaire digne d'intérêt, sinon comme un Etat-pivot dans l'échiquier régional. Droit dans la conception d'une forme de multipolarité, la politique de Jakarta pourrait résonner étrangement avec le discours de Mohammed Hatta et le deuxième principe du Pancasila<sup>52</sup>, « une humanité juste et civilisée ».

---

<sup>50</sup> « Rizal Ramli envisions Indonesia controlling sea trading lanes ». *Antara News*, 13 juin 2016, <https://en.antaranews.com/news/105152/rizal-ramli-envisions-indonesia-controlling-sea-trading-lanes>.

<sup>51</sup> Heriyanto, Muhammad, et Uyu Liman. « Indonesia must take advantage of US-China trade war: Minister ». *Antara News*, 14 juin 2023, <https://en.antaranews.com/news/285141/indonesia-must-take-advantage-of-us-china-trade-war-minister>.

<sup>52</sup> Le Pancasila désigne la philosophie politique sur laquelle s'est fondée l'État indonésien. Il regroupe cinq principes : la croyance en un Dieu unique, une humanité juste et civilisée, l'unité de l'Indonésie, une démocratie guidée par la sagesse à travers la délibération et la représentation, la justice sociale pour tout le peuple indonésien.



La guerre en Ukraine déclenchée par la Russie ainsi que le soulèvement iranien n'ont vraisemblablement pas modifié le comportement de l'archipel vis-à-vis des deux pays sanctionnés par l'Union européenne et les Etats-Unis. Pour l'Iran, c'est même plutôt l'inverse : fin mai 2023, l'Indonésie a eu l'occasion d'approfondir ses relations avec ce même pays, en signant un accord facilitant les exportations indonésiennes vers la république islamique. Le président iranien Ebrahim Raïssi souhaitait, de ses propres mots, faire passer le commerce bilatéral à 20 milliards de dollars, soit une multiplication par 80 du commerce actuel. L'accord précise l'utilisation de devises nationales dans les échanges bilatéraux<sup>53</sup>. Les deux pays restent deux membres importants de l'Organisation de la coopération islamique (quand bien même l'Indonésie est majoritairement sunnite), et peuvent également justifier leur bonne entente à travers la question de l'islam.

Pour le cas du conflit russo-ukrainien, le plan de paix proposé par l'Indonésie avait reçu plusieurs critiques occidentales, de la part du représentant aux affaires étrangères de l'U.E. Josep Borrell ou du ministre de la défense ukrainien Oleksiy Reznikov, parlant même de « plan étrange »<sup>54</sup>. La Russie ne reste que le 37<sup>ème</sup> investisseur dans l'archipel en 2021, mais Jakarta ne souhaite appliquer aucune sanction vis-à-vis de Moscou. Cette volonté de passivité peut s'expliquer en premier lieu par la dépendance de sa chaîne d'approvisionnement en fertilisants, argument d'ailleurs repris dans le discours russe dès l'été 2022<sup>55</sup>. Là aussi, l'Indonésie semble aller à l'encontre de la dynamique occidentale, le président « Jokowi » ayant même rencontré trois fois Vladimir Poutine entre 2016 et 2022. Une coopération énergétique s'est par ailleurs installée entre les deux pays bien avant la guerre. La filière nucléaire russe Rosatom a ainsi signé en 2015 un accord pour des prospections relatives à l'énergie atomique sur l'archipel. Pour le gaz et le pétrole, un accord entre les entreprises étatiques russe Rosneft et indonésienne Pertamina a été trouvé pour un projet de forage près de l'île de Natuna, en négociations au moins depuis 2016.

Cette conciliation avec Moscou et Téhéran ne signifie pour autant pas la manifestation d'une volonté d'éloignement avec ledit « bloc occidental ». L'Union européenne (alors Communauté économique européenne) fut dès 1972 le premier partenaire officiel de l'ASEAN

---

<sup>53</sup> Zellmi, Momen. « Iran and Indonesia Aim to Increase Bilateral Trade to \$20 Billion, Opt for National Currency Transactions ». *BNN*, <https://bnn.network/politics/iran-and-indonesia-aim-to-boost-bilateral-trade-to-20-billion-opt-for-national-currency-transactions/>.

<sup>54</sup> Ruehl, Mercedes, et Kathrin Hille. « Indonesia floats Ukraine peace plan, triggering sharp western criticism ». *Financial Times*, 3 juin 2023.

<sup>55</sup> Compte Twitter de l'Ambassade russe en Indonésie. <https://twitter.com/RusEmbJakarta/status/1542678360068747265>



(à travers l'initiative de l'Indonésie). Un accord bilatéral de coopération est ensuite signé en 1980. Le partenariat est même approfondi en 2007 avec ladite déclaration de Nuremberg, ce que rapporte par exemple Laurence Vandewalle, chercheuse au service diplomatique de l'U.E.<sup>56</sup>. Parallèlement, la Turquie a multiplié les contacts et les visites depuis 2005 et celles d'Erdogan à Jakarta. Ankara a ainsi signé un partenariat stratégique avec l'archipel en 2011. L'ancien président turc Abdullah Gül alla même jusqu'à dire qu'une « nouvelle ère débutait avec l'Indonésie », alors le commerce entre les deux pays croissait en moyenne de 14.8% par an entre 2004 et 2012<sup>57</sup>. L'Indonésie a également formé un autre partenariat stratégique avec la France la même année, comprenant un dialogue de défense franco-indonésien (I.F.D.D.). Le Japon aussi possède ce genre de format dans ses relations avec l'Indonésie<sup>58</sup>. Tokyo est depuis les années 70 un partenaire important de l'ASEAN, et reste l'un des trois premiers investisseurs dans l'archipel avec Singapour et Beijing<sup>59</sup>.

### ***Entre défi économique chinois et convergence dans la multipolarité ?***

En 2002, lorsque l'ASEAN signe un accord de libre-échange avec la Chine, le « pays central » est seulement le cinquième partenaire commercial de l'Indonésie. Malgré la crise financière asiatique qui a durement frappé l'Indonésie, l'archipel arrive même à réaliser des excédents commerciaux avec l'Empire du milieu. En 2019, juste avant la crise de la Covid 19, le taux de couverture de l'Indonésie vis-à-vis de la Chine tombe à 62%, c'est-à-dire que Jakarta importe désormais plus d'une fois et demie ce qu'elle exporte vis-à-vis de Beijing<sup>60</sup> ! La montée de la Chine dans le classement des partenaires commerciaux de l'Indonésie est le corolaire de sa montée en puissance à l'échelle régionale et mondiale. Elle représente à elle seule un quart à un cinquième des exportations indonésiennes et sa présence s'est étendue à tous les pays de l'ASEAN, privilège auparavant réservé au Japon<sup>61</sup>. Une autre piste

---

<sup>56</sup> Wandewalle, Laurence. *EU - ASEAN: Challenges Ahead*. Think Tank European Parliament, 8 décembre 2014, [https://www.europarl.europa.eu/thinktank/en/document/EXPO\\_IDA\(2014\)536426](https://www.europarl.europa.eu/thinktank/en/document/EXPO_IDA(2014)536426).

<sup>57</sup> Esenbel, Selcuk. « Turkey and Indonesia: Historical Roots, Contemporary Business Links ». *Middle East Institute*, 4 novembre 2013, <https://www.mei.edu/publications/turkey-and-indonesia-historical-roots-contemporary-business-links>.

<sup>58</sup> « Japan-Indonesia Foreign Ministers' Meeting (Japan-Indonesia Ministerial-Level Strategic Dialogue) ». *Ministry of Foreign Affairs of Japan*, 6 mars 2023, [https://www.mofa.go.jp/press/release/press1e\\_000386.html](https://www.mofa.go.jp/press/release/press1e_000386.html).

<sup>59</sup> Malik, Asmiati. « Indonesia should choose its investment partners more wisely ». *Nikkei Asia*, 13 janvier 2022, <https://asia.nikkei.com/Opinion/Indonesia-should-choose-its-investment-partners-more-wisely>.

<sup>60</sup> Chiffres : World Integrated Trade Solution (Banque Mondiale)

<sup>61</sup> Statistiques O.M.C. 2021.

[https://www.wto.org/french/res\\_f/statis\\_f/statis\\_maps\\_iframe\\_f.htm?country\\_selected=IDN&optionSelected=3](https://www.wto.org/french/res_f/statis_f/statis_maps_iframe_f.htm?country_selected=IDN&optionSelected=3)



vraisemblable aux hésitations de l'Indonésie vis-à-vis du R.C.E.P. reste donc la potentielle aggravation de son déficit commercial par rapport à son partenaire chinois.

Ce « défi économique » chinois n'efface en rien les ententes qui préexistaient à l'accord de libre-échange. Le point de convergence le plus immédiat entre Beijing et Jakarta reste celui concernant la contestation du monopole du dollar comme monnaie d'échange internationale. L'accord de 2021 entre les deux pays vise ainsi à utiliser le yuan et la roupie indonésienne dans le cadre des échanges entre les deux pays. 90% des transactions commerciales indonésiennes étaient alors libellées en dollar en 2017<sup>62</sup>. Cet accord n'est désormais plus le seul du genre, preuve en sont ceux signés entre par la Chine avec le Brésil, l'Argentine ou la Russie sur la période 2022-2023 (en attendant d'autres accords « Petroyuan » avec l'Arabie Saoudite ou l'Irak).

Une autre question majeure expliquant la position indonésienne vis-à-vis de la Chine reste celle des BRICS. L'adhésion de l'archipel à l'organisation restait un serpent de mer depuis la création du groupe, tant au regard de sa qualité de pays émergent que de son poids sur la scène régionale<sup>63</sup>. Les déclarations récentes de la ministre des Affaires étrangères indonésiennes Retno Mursadi confirmaient d'ailleurs des convergences de principe avec Beijing, tant sur la contribution des BRICS à la création d'un « nouvel ordre mondial » que sur la conceptualisation d'un droit au développement. Le piège de la dette fut lui aussi invoqué, vraisemblablement de manière indirecte contre Beijing et ses investissements dans la région. La réunion de l'été 2023 de l'organisation confirmait d'ailleurs le statut de candidat de l'Indonésie à l'organisation, déjà présente au dialogue BRICS plus. Des mots du président Widodo, son entrée était même envisagée avant ce sommet<sup>64</sup>. Malgré ces objectifs convergents, la probabilité de voir les BRICS se transformer en « club » anti-occidental explique une majeure partie de la retenue affichée par la diplomatie indonésienne<sup>65</sup>. Cette adhésion remettrait en cause une politique de non-alignement, sans pour autant que Jakarta renonce à son statut de pays associé aux BRICS.

---

<sup>62</sup> Zuraya, Nidia. « 94 Persen Transaksi Perdagangan Indonesia Pakai Dolar AS ». *Republika*, 11 décembre 2017, <https://republika.co.id/share/p0sphk383>.

<sup>63</sup> Brooks, Karen. « Is Indonesia Bound for the BRICs? How Stalling Reform Could Hold Jakarta Back ». *Foreign Affairs*, vol. 90, n° 6, 2011, p. 109-18.

<sup>64</sup> « President Jokowi Invites Developing Countries To Unite At Brics Summit Indonesia To Consider Membership ». *Ministry of Foreign Affairs of the Republic of Indonesia*, 24 août 2023, <https://kemlu.go.id/portal/en/read/5120/berita/president-jokowi-invites-developing-countries-to-unite-at-brics-summit-indonesia-to-consider-membership>.

<sup>65</sup> Rachman, Ayu Anastasya. « Jokowi Is Right Not to Join “BRICS” for Now – but the Alliance Is Still Important for Indonesia ». *The Conversation*, 31 août 2023, <http://theconversation.com/jokowi-is-right-not-to-join-brics-for-now-but-the-alliance-is-still-important-for-indonesia-212258>.



À cela s'ajoute l'institutionnalisation récente de la Nouvelle Banque de développement (N.D.B.) créée par les BRICS. Un soutien de Jakarta à cette alternative pourrait voir le jour, si la N.D.B. arrivait à faire concurrence au F.M.I. ou la Banque Mondiale. A la manière des pays ayant connu les processus d'ajustement structurel dans les années 1990, les relations de Jakarta avec les institutions de Bretton Woods restaient sur courant alternatif. Si l'Indonésie avait réintégré F.M.I. dans les années 1960, la crise asiatique avait marqué une première détérioration du rapport bilatéral. A l'appel de l'institution à l'automne 1997 par Suharto succéda la chute de ce dernier en mai 1998, devant les manifestations entraînées par les augmentations soudaines des prix de l'électricité et du carburant ; demandées par le fond contre des liquidités. Les erreurs des gouvernements Suharto puis Habibie dans la gestion de la crise financière s'ajoutèrent à celles du F.M.I. : outre une récession violente (-14% sur l'année 1998), la proportion de nouveaux pauvres fut par exemple de 40% et 1200 morts furent déplorés durant les manifestations de mai<sup>66</sup>. Le sommet de 2018 du F.M.I. à Bali avait été l'occasion pour l'institution d'appuyer Jakarta dans sa politique de protection de la roupie. Mais l'institution de Washington a essuyé des revers en 2023 notamment sur la question des exportations de certains minerais comme le nickel, dont Jakarta a interdit la sortie du pays.

La partie militaire indonésienne reste cependant à l'avantage de Washington contre Beijing. Les accords bilatéraux successifs faisaient déjà état d'une coopération forte et renforcée entre les deux pays dans les affaires de défense<sup>67</sup>. Les Etats-Unis sont également impliqués en Indonésie à travers les programmes de financement militaire étranger (F.M.F.) et d'entraînement et d'éducation militaire international (I.M.E.T.). Sur le plan aérien, l'archipel diversifie ses partenaires afin de remplacer sa flotte de F-5, hors-service depuis 2016<sup>68</sup>. La tendance semble s'être accélérée depuis 2022 : l'Indonésie a ainsi annoncé acquérir 12 Mirage 2000-5 auprès du Qatar en juin 2023, ainsi que de 42 Rafale auprès du constructeur français Dassault. A cela s'ajoute l'intérêt porté à des F-15 possédés par Tokyo<sup>69</sup>, qui viendraient compléter les Su-30 de conception russe. Ces derniers avaient été achetés durant l'embargo

---

<sup>66</sup> Raillon, François. « Indonésie 98 : l'effondrement » in *L'horizon nousantarien. Mélanges en hommage à Denys Lombard (Volume II)*. *Archipel*, vol. 57, n° 2, 1999, p. 243-61.

<sup>67</sup> « The U.S.-Indonesia Comprehensive Partnership ». *The White House*, 27 juin 2010, <https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/us-indonesia-comprehensive-partnership>.

<sup>68</sup> Bramasta, Dandy Bayu, et Sari Hardiyanto. « Spesifikasi dan Cerita dari Pesawat Tempur F-5 Tiger TNI AU, Sang Macan Penjaga Kedaulatan NKRI Halaman all ». *Kompas*, 20 février 2022, <https://www.kompas.com/tren/read/2022/02/20/121400765/spesifikasi-dan-cerita-dari-pesawat-tempur-f-5-tiger-tni-au-sang-macan?page=all>.

<sup>69</sup> Saballa, Joe. « Indonesia Buying Used Fighter Jets, Engines to Fill Air Defense Gaps ». *The Defense Post*, 22 juin 2023, <https://www.thedefensepost.com/2023/06/22/indonesia-jets-engines-gaps/>.



américain sur les armes, et constituent encore une grande partie de la flotte indonésienne<sup>70</sup>. De plus, la levée totale de l’embargo américain sur les armes en 2010 n’avait pas empêché Beijing de se placer sur ce marché<sup>71</sup>.

L’Indonésie reste également le pays de la région avec la communauté chinoise la plus importante en nombre. La diaspora chinoise peut s’avérer être un outil efficace de *soft power* pour Beijing pour légitimer les objectifs du troisième investisseur sur l’île après le Japon et Singapour. Cette dimension fut d’autant plus assumée avec la dixième Conférence pour l’amitié des associations des Chinois d’outre-mer de mai 2023, lorsque Shi Taifeng, membre du Bureau politique et du Comité Central du Parti communiste chinois (P.C.C.), parlait par exemple de son rôle de relier la Chine au reste du monde<sup>72</sup>. La même problématique pourrait se poser pour les investisseurs chinois en ce qui concerne les Nouvelles routes de la Soie (B.R.I.), accusés d’alimenter la corruption dans l’archipel (voir plus haut). Cela n’a en revanche pas empêché l’Indonésie d’ouvrir le jour de l’indépendance (le 18 août) son premier réseau de train à grande vitesse entre Bandung et Jakarta, dont le projet fut dirigé par le consortium sino-indonésien Kereta Cepat. Reste cependant le piège de la dette, où le quotidien indonésien Koran Tempo compare les dettes accumulées par l’ensemble des entreprises concernées (publiques et mixtes) à la situation du prêt sri lankais contracté avec Beijing. Colombo avait dû rembourser ses dettes vis-à-vis de ses créanciers chinois en cédant le port de Hambantota pour 99 ans.

Enfin, il faut préciser que la question des terres rares (ici du nickel) reste une clé de compréhension majeure dans les relations de l’Indonésie, à la fois avec Beijing et Washington. Beijing possède par ailleurs un quasi-monopole sur l’extraction (58%), le raffinage (89%) et la manufacture (92%) de celles-ci<sup>73</sup>. L’interdiction d’exportation du nickel s’ajoute ainsi à celle du cobalt, de la bauxite, ou même de l’huile de palme, en attendant celle du cuivre en 2024<sup>74</sup>. Malgré l’opposition de l’Union européenne (appuyée par l’O.M.C. et le F.M.I.), l’objectif réaffirmé par Joko Widodo reste la création de valeur ajoutée et d’emploi, à travers

---

<sup>70</sup> Parameswaran, Prashanth. « New Upgraded Su-30 Aircraft Delivery Highlights Indonesia Air Force Capabilities ». *The Diplomat*, 20 août 2019, <https://thediplomat.com/2019/08/new-upgraded-su-30-aircraft-delivery-highlights-indonesia-air-force-capabilities/>.

<sup>71</sup> Hussain. « Indonesia Hikes Defense Budget, Forges Close Ties with Beijing and Washington », *The Jakarta Globe*, 24 août 2012. Cité dans : Alles, Delphine. *Indonésie : le non-alignement à l’épreuve de la concurrence sino-américaine. Politique étrangère*, 175-185, 2013.

<sup>72</sup> « Xi Jinping rencontre des représentants des Chinois d’outre-mer ». *Xinhua Net*, 9 mai 2023, <https://french.news.cn/20230509/5a76c7b9fe424b2b9895fd8095ea1d23/c.html>.

<sup>73</sup> « La Chine menace d’un embargo sur les terres rares : « on se retrouve entre le marteau et l’enclume ». » *Capital*, 15 avril 2023.

<sup>74</sup> Asmara, Chandra. « Indonesia to Ban Copper Exports Once Freeport, Amman Plants Open ». *Bloomberg*, 20 juin 2023, <https://www.bloomberg.com/news/articles/2023-06-20/indonesia-to-ban-copper-exports-once-freeport-amman-plants-open>.



la relocalisation en Indonésie d'une partie de la chaîne de production de terres rares<sup>75</sup>. Cependant, les embargos successifs ne dissuadèrent pas les investisseurs chinois. En 2021, Zhejiang Huayou Cobalt, une compagnie chinoise spécialisée dans les terres rares, décide d'ouvrir une usine spécialisée dans le cobalt et le nickel avec EVE Energy, pour un montant de 2.08 milliards de dollars<sup>76</sup>. Deux années plus tard, ce fut la compagnie de Guangzhou GEM qui annonçait un investissement de 500 millions de dollars dans le nickel<sup>77</sup>. Parallèlement, l'Indonésie a annoncé vouloir renégocier un accord de libre-échange limité avec les Etats-Unis sur les terres rares, dans le cadre de l'Inflation Reduction Act (I.R.A.) lancé par les Américains à l'été 2022, d'autant plus que l'Indonésie possède 22% des réserves de nickel selon les chiffres de l'ASEAN<sup>78</sup>. Le matériel reste ainsi nécessaire à la fabrication des batteries des voitures électriques ou des équipements électroménagers, quand son exploitation reste une source majeure de dégradation environnementale ou de conflits territoriaux.

### ***Limiter l'influence chinoise avec Washington tout en affirmant sa neutralité dans un potentiel conflit armé ?***

La position indonésienne vis-à-vis des Américains nécessite plusieurs prismes afin de comprendre de la manière la plus large possible les relations entre les deux pays. Les Etats-Unis restèrent au mieux passifs lors des crises politiques de 1965 et 1975, mais l'embargo sur les armes décrété par l'administration Clinton sur l'Indonésie en 1999 à la suite de la crise au Timor Oriental aurait pu refroidir durablement les relations bilatérales. En 2005 cependant, cet embargo est partiellement levé et l'Indonésie participe dès 2007 au Garuda Shield, des exercices militaires conjoints se déroulant chaque année à Bandung. Un « Super Garuda Shield » est même organisé en 2022 à la veille de l'arrivée de Nancy Pelosi à Taïwan<sup>79</sup>.

---

<sup>75</sup> « Indonesia plans to ban the export of raw material bauxite or stop exporting it in 2023 ». *SMM*, 21 octobre 2021, <https://news.metal.com/newscontent/101627564/indonesia-plans-to-ban-the-export-of-raw-material-bauxite-or-stop-exporting-it-in-2023>.

<sup>76</sup> Daly, Tom. « China's Huayou invests in \$2.1 bln Indonesia nickel project ». *Reuters*, 24 mai 2021, <https://www.reuters.com/business/energy/chinas-huayou-invests-21-bln-indonesia-nickel-project-2021-05-24/>.

<sup>77</sup> « Chinese battery recycler GEM to build a nickel project in Indonesia ». *Pingwest*, 12 mai 2023, <https://en.pingwest.com/w/11716>.

<sup>78</sup> Medina, Ayman Falak. « Unleashing Nickel's Potential: Indonesia's Journey to Global Prominence ». *ASEAN Briefing*, 30 mai 2023, <https://www.aseanbriefing.com/news/unleashing-nickels-potential-indonesias-journey-to-global-prominence/>.

<sup>79</sup> Wiradikarta, Anda Djoehana. « "Super Garuda Shield" : l'Indonésie est-elle en train de devenir une alliée des États-Unis ? » *Asialyst*, 10 septembre 2022, <https://asialyst.com/fr/2022/09/10/super-garuda-shield-indonesie-en-train-devenir-alliee-etats-unis/>.



Trois ans après les premiers exercices, l'Indonésie signe un accord politico-économique (nommé « *US-Indonesia Comprehensive Partnership* ») avec l'administration Obama. Cet accord entre Washington et Jakarta avait alors permis d'intensifier les relations bilatérales entre les deux pays. La communication de la Maison Blanche listait parmi les divers accords une coopération accrue dans des domaines divers (économique, scientifique, environnemental, technologique...), ainsi que des accords économiques, parmi lesquels des facilitations de crédit accordées par la Banque d'Import-Export américaine<sup>80</sup>.

Par la suite, un partenariat stratégique est signé en 2015 entre les deux pays, incluant de manière approfondie les domaines de la défense, de l'énergie ou de la coopération maritime. Un dialogue stratégique annuel est même inclus entre le ministre indonésien des affaires étrangères et le secrétaire d'Etat américain, alors que les relations bilatérales sont à leur zénith<sup>81</sup>. Cependant, ni Donald Trump ni Joko Widodo n'effectuèrent des visites diplomatiques à Washington ou Jakarta, et le premier n'assista à aucun Sommet de l'Asie orientale (E.A.S.). À la suite du mandat Trump, plusieurs protocoles d'accord furent signés sur la période 2021-2022, les thèmes de la coopération maritime ou de la préservation des ressources marines étant de nouveau invoqués.<sup>82</sup>

Pour approfondir leur présence économique en Asie pacifique, les Etats-Unis vont ensuite intégrer les négociations pour l'Accord pour le partenariat transpacifique (T.P.P.) en 2008, qu'ils signent aux côtés de 11 autres pays en 2016. La teneur libre-échangiste assumée de l'accord avait alors précipité le retrait de l'administration Trump de l'accord dès 2017. Avec le retour des démocrates à la Maison Blanche, l'*Indo-Pacific Economic Framework* (ou I.P.E.F.) est lancé en 2022 par l'administration Biden, afin de renforcer l'engagement économique entre les pays de la zone Indopacifique. L'Indonésie, qui avait refusé de participer au T.P.P., devient cette fois-ci un membre de l'I.P.E.F.

L'objectif de contrer l'influence chinoise reste bien évidemment celui priorisé par Washington, et reste le principal argument trouvant un écho chez ses 13 partenaires. De plus, si l'accord suscite parfois des critiques dans la presse chinoise ou occidentale - par exemple

---

<sup>80</sup> Raillon, François. « Indonésie 98 : l'effondrement », *op. cit.*

<sup>81</sup> Tran, Bich. « A Renewed Focus on Indonesia-U.S. Relations ». *Center for Strategic & International Studies*, 17 février 2022, <https://www.csis.org/analysis/renewed-focus-indonesia-us-relations>.

<sup>82</sup> Jakarta, U. S. Embassy. « The United States and Indonesia Sign Agreements on Maritime Cooperation, Education, and People-to-People Exchanges ». *U.S. Embassy & Consulates in Indonesia*, 15 décembre 2021, <https://id.usembassy.gov/the-united-states-and-indonesia-sign-agreements-on-maritime-cooperation-education-and-people-to-people-exchanges/>.



étant donné son approche offensive ou son absence de propositions concrètes<sup>83</sup> -, la participation de Jakarta dans cette alliance pourrait lui permettre de construire sa politique de multialignement en parallèle du R.C.E.P. signé avec la Chine. Certains thèmes peuvent même se faire concurrence entre Beijing et Washington, l'économie digitale restant par exemple un point à la fois évoqué dans l'I.P.E.F. et dans la coopération Chine-Indonésie. La question de l'inclusion de l'Indonésie dans l'accord indopacifique fut quant à elle mise sur la table en 2015 par le ministre des Affaires économiques de l'époque Sofyan Djalil<sup>84</sup>. Cependant, la position de l'Indonésie pourrait une nouvelle fois évoluer, à la suite de la signature en 2018 du C.P.T.P.P. (*Comprehensive and Progressive Agreement for Trans-Pacific Partnership*), qui remplace le T.P.P. On peut aussi ajouter la signature du R.C.E.P. ou l'arrivée de nouveaux membres dans le nouvel accord. Le dernier en date reste le Royaume-Uni depuis juillet 2023<sup>85</sup>.

Un point noir pourrait cependant être le dossier des droits de l'homme, du moins par rapport à l'opinion publique américaine. Celui-ci ne représente en effet pas un point de convergence entre Washington et Jakarta, et les arguments sont nombreux en ce sens. Pour citer les principaux : les discriminations des non-musulmans subsistent sur l'archipel, la charia toujours en place dans certaines régions telles Aceh ou Padang (étant un héritage de la fin de l'Ordre Nouveau, l'islam rigoriste devenant un moyen pour Suharto de se maintenir au pouvoir), les dossiers encore brûlants sur la Papouasie Occidentale ou sur la mémoire du conflit au Timor Oriental. La partie environnementale non plus n'est pas en reste, le pays restant l'un des plus pollués au monde via l'exploitation du nickel ou de l'huile de palme, malgré une coopération déjà existante entre les deux pays sur le plan écologique<sup>86</sup>. La montée des eaux touche aussi en premier lieu l'Indonésie et Jakarta, qui perdra son rang de capitale à l'horizon 2024.

---

<sup>83</sup> Lire par exemple : Beattie, Alan. « The US trade pledge to the Indo-Pacific is empty ». *Financial Times*, 8 juin 2023, <https://www.ft.com/content/42a87796-8228-445b-8ad5-63a5c35d5144>. Weijia, Hu. « Asia-Pacific economies should drop their illusions about US-led IPEF ». *Global Times*, 13 mars 2023, <https://www.globaltimes.cn/page/202303/1287232.shtml>.

<sup>84</sup> Suroyo, Gayatri, et John Chalmers. « Indonesia open to Pacific trade pact after Obama Congress victory ». *Reuters*, 7 août 2015, <https://www.reuters.com/article/us-indonesia-economy-trade/indonesia-open-to-pacific-trade-pact-after-obama-congress-victory-idUSKCN0QC1VR20150807>.

<sup>85</sup> Arasasingham, Aidan, et al. « The United Kingdom Is Joining the CPTPP. What Comes Next? » *Center for Strategic & International Studies*, 31 mars 2023, <https://www.csis.org/analysis/united-kingdom-joining-cptpp-what-comes-next>.

<sup>86</sup> « Fact Sheet: U.S.-Indonesia Environment and Climate Change Cooperation ». *U.S. Embassy & Consulates in Indonesia*, <https://id.usembassy.gov/our-relationship/policy-history/embassy-fact-sheets/fact-sheet-u-s-indonesia-environment-and-climate-change-cooperation/>.



## CONCLUSION

---

La notion de non-alignement a brutalement refait surface à la suite d'un potentiel renouveau des logiques de blocs au XXIème siècle. L'espace indopacifique, et l'Indonésie en premier lieu, peuvent également s'avérer propice à son application. Parler de multialignement au sujet de la politique étrangère s'avère finalement logique au regard des engagements multiples de Jakarta. Par ailleurs, la mise à jour du concept de non-alignement interroge de manière plus générale la réutilisation de concepts hérités de la guerre froide par les différents acteurs géopolitiques mondiaux, au moins autant que sur sa pertinence ou sa non-pertinence.

Les sanctions imposées par Donald Trump, la crise de la Covid 19, la position chinoise sur le conflit russo-ukrainien ont entériné une situation qualifiée de piège de Thucydide entre une puissance dominante américaine et une puissance émergente chinoise. La qualification par Joseph Biden de « dictateur » attribuée à Xi Jinping ressort par exemple comme un symptôme du refroidissement des relations sino-américaines depuis l'arrivée formelle de Xi au pouvoir en 2012-2013.

Outre Taïwan, l'engagement militaire américain s'étend aussi à l'Indonésie, que ce soit par exemple via le Garuda Shield ou l'achat d'armements d'origine américaine. La dernière visite américaine à Jakarta a d'ailleurs confirmé l'ancrage dans le temps ainsi que la continuation des coopérations militaires entre les deux pays<sup>87</sup>. Cependant, fonder une doctrine multilatérale sur fond d'un conflit larvé à Taïwan, et ce entre Washington et Beijing, reste un exercice périlleux auquel Jakarta tente de mettre les formes. Le multilatéralisme indonésien a cependant eu l'occasion de s'exprimer, notamment à travers l'accueil par Jakarta du dernier G20 durant l'automne 2022.

Le diplomate singapourien Kishore Mahbubani avait prédit que le XXIème siècle serait celui de l'Asie. Il invitait notamment l'Europe à adopter un positionnement « allié mais non-aligné » dans le conflit sino-américain, afin d'éviter tout choix binaire désastreux et de rendre évitable tout conflit entre les deux superpuissances<sup>88</sup>. Ce choix diplomatique semble déjà convenir à certaines puissances, qui comme le Japon, la Corée du Sud ou l'Australie, restent

---

<sup>87</sup> Garamone, Jim. « U.S., Indonesian Defense Leaders Look to Increase Interoperability ». *U.S. Department of Defense*, 21 novembre 2022, <https://www.defense.gov/News/News-Stories/Article/Article/3224290/us-indonesian-defense-leaders-look-to-increase-interoperability/>.

<sup>88</sup> Mahbubani, Kishore. *Le jour où la Chine va gagner. La fin de la suprématie américaine*. Saint-Simon, 2021.



des alliés indéfectibles de Washington tout en ayant signé le R.C.E.P. aux côtés de Beijing. L'Indonésie restant encore désignée comme la puissance d'équilibre en Asie du Sud-Est, toute prédiction définitive au sujet de sa position face aux « deux grands » pourrait rapidement être démentie dans la réalité.